

LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Conférences de Charles-Edouard Leroux

celeroux@orange.fr

Cycle 2018

Premier semestre

L'esprit perdu de la République

2. La République des Valeurs

Elevées au premier rang des argumentaires qui alimentent le débat républicain, il y a « les Valeurs ». Mais si la référence aux valeurs est devenue l'antienne de ceux qui se réclament aujourd'hui de l'esprit républicain, que peut encore signifier le mot Valeur à l'ère du désenchantement politique ?

Inscrire la question des Valeurs au cœur d'une réflexion consacrée à *l'esprit perdu de la République* m'a paru de la plus grande importance. J'ai insisté, lors de notre précédente rencontre consacrée aux *cautions philosophiques de l'esprit républicain*, sur le point suivant : ce nous appelons République résulte d'abord et avant toute autre chose d'un *état d'esprit*, car si nous parlons de République, ne perdons pas de vue qu'il s'agit d'esprit, l'esprit républicain. Cet état d'esprit que nous appelons souvent d'un autre mot, à savoir *la politique*, et de plus en plus le *vivre-ensemble* (pour en écarter la signification politicienne), suppose la mise en commun d'un certain nombre d'idées, de principes et de démarches propre à réaliser une sociabilité, une manière de faire société de manière stable, qui exprime, qui manifeste, de manière certes toujours inachevée et imparfaite, une ambition à la hauteur de ce qu'une communauté humaine est en mesure d'espérer et d'accomplir de meilleur. Tel est d'abord, entendu de la manière la plus large, le sens du mot Valeur que son étymologie (du verbe latin *valere*, XII^e siècle), associe à l'acte de bravoure (pensons au *valeureux*), avant que la capitalisme naissant (pour autant qu'on en situe l'émergence au XIII^e siècle) ne tire le terme de valeur vers l'économie de la mesure et de l'échange pour l'associer en définitive à l'idée de prix et de profit.

Il y a donc déjà dans la simple histoire du terme de *Valeur* les ingrédients de ce qui peut constituer aujourd'hui la dimension fondamentale de la République : maintenir un espace commun qui soit le lieu de réalisation d'une communauté humaine de telle nature que chacun y soit *valorisé* (le mot apparaît en 1925 simultanément en économie comme en psychologie et en philosophie), que nul n'y soit *dévalorisé* au bénéfice d'autres qui se trouveraient *survalorisés* (1975). Constatons que le registre sémantique de la *valorisation* est précisément propre au XX^e siècle¹. C'est en effet dans le contexte de l'avènement de la République en

¹ Source : *Le Robert historique de la langue française*, 1992.

France (et en Europe) que s'est construite et développée la *philosophie de la valeur* ou des *valeurs*. Parmi les plus importants : Emile Durkheim : *Jugement de valeur et jugements de réalité* (1911) ; Edmond Goblot : *La logique des jugements de valeur* ((1927), Eugène Dupréel : *Esquisse d'une philosophie des valeurs* (1939), Raymond Polin : *La création des valeurs* ((1944), Louis Lavelle : *Traité des valeurs* (deux volumes, 1951)². Ce qui nous indique que l'exercice du magistère intellectuel et moral sous la République conquérante était rituellement lié à la réflexion sur les valeurs. Un élan réflexif qui animera encore la philosophie morale et politique de Jean-Paul Sartre, ce dont témoignent notamment les *Cahiers pour une morale* (posthume, 1983³), largement inspiré, au demeurant d'œuvres majeures de philosophes allemands et américain de la même époque (Max Weber, John Dewey). Cela signifie surtout qu'en marge des traités d'économie et de gouvernance d'entreprise, la question de la valeur n'a cessé de nourrir au long du siècle la réflexion philosophique et morale. J'allais dire également politique, puisque de République il s'agit, et c'est bien la question à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui : l'esprit républicain a-t-il avant tout la charge et la responsabilité des valeurs économiques, financières et boursières ou bien relève-t-il d'abord de la bravoure, du courage et de la vaillance (pour reprendre les termes d'inspiration médiévale) appliquées à la recherche et à la réalisation du bien commun ? La réponse pourrait sembler évidente : l'esprit républicain se définit bel et bien par un univers de Valeurs propre à réaliser un idéal éthique dont la formulation réside toute entière dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et dans ses reprises au gré de l'histoire européenne et mondiale.

Or, s'il y a bien désormais un *esprit perdu de la République*, c'est peut-être d'abord en raison d'une certaine focalisation de l'esprit sur les valeurs économiques et boursières. Paul Valéry avait très tôt perçu, à la veille du deuxième conflit mondial, la confusion qui pouvait causer la perte de l'esprit républicain, quand il écrivait, dans *La liberté de l'esprit* : « *Toutes ces valeurs qui montent et qui baissent constituent le grand marché des affaires humaines. Parmi elles, la malheureuse valeur esprit ne cesse guère de baisser.* »⁴

Il fut un temps, peut-être, où l'on pouvait sans trop de risques affirmer nettement des « valeurs républicaines ». Les choses, pourtant, sont devenues compliquées. Un certain nombre d'évènements ont fait que la question des valeurs partagées, essentielle en démocratie, a atteint un degré d'urgence. Un panorama politique, économique et environnemental du monde actuel suffirait à justifier la formule d'*esprit perdu de la République*, qu'il s'agisse du retour des extrêmes-droites dans de nombreux pays d'Europe, de l'affaiblissement des institutions européennes face à la montée des extrêmes ou aux conséquences migratoires des conflits internationaux, les prises de positions aberrantes de

² Emile Durkheim : *Jugement de valeur et jugements de réalité* (1911), in *Sociologie et philosophie*, 228 p., PUF/Quadrige, 2014. Edmond Goblot : *La logique des jugements de valeur*, Armand Colin, 1927. Eugène Dupréel : *Esquisse d'une philosophie des valeurs*, Félix Alcan, 1939. Raymond Polin : *La création des valeurs*, PUF, 1944. Louis Lavelle : *Traité des valeurs*. Deux volumes, PUF, 1950.

³ Jean-Paul Sartre : *Cahiers pour une morale* (posthume, 1983). 600 p., Gallimard.

⁴ Paul Valéry : *La liberté de l'esprit* (1939). Dans *Regards sur le monde actuel et autres essais*. Folio, 305 p., 2015.

certaines Etats face aux catastrophes climatiques qui ravagent déjà plusieurs régions du monde, la multiplication des conflits au Moyen-Orient ou le retour préoccupant des ambitions hégémoniques de puissances comme la Chine et les Etats-Unis. La question pourrait être simple : comment faire prévaloir des valeurs d'humanité, d'hospitalité, de paix, de justice et de partage dans un monde livré à la violence ... ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que les recrudescences des violences, des nationalismes, des haines, et les nostalgies d'idées et d'idéologies que nous étions si heureux d'avoir vu diminuer ou cru voir disparaître, peut conduire à cet état d'esprit opposé aux valeurs qui caractérise *le cynisme contemporain* caractérisé, pour reprendre les termes du professeur américain David Mazella, par une sorte de quiétisme politique, de passivité et d'indifférence morale, qui ne résultent pas seulement d'un affaiblissement des valeurs, mais plutôt même d'une inversion, inversion qui peut expliquer l'attrait croissant d'un certain nombre de gens pour des idéologies haineuses et destructrices que l'esprit républicain a naguère tellement combattu pour en débarrasser le monde⁵.

Mais la situation présente résulte elle-même des transformations de sociétés qui vivent depuis plus d'un demi-siècle sur un régime d'inflation de jugements de valeur sous l'impulsion des possibilités croissantes de diffusion des opinions, hier par la multiplication des chaînes de radio et de télévision, aujourd'hui via internet et les réseaux sociaux. Le vingtième siècle a inventé la *société de propagande*, en dotant les Etats de moyens technologiques puissants de diffusion de l'information. Le XXIème siècle aura fait émerger la *société d'opinions*, en donnant à tout un chacun les moyens techniques de manifester en temps réel et parfois sans aucun égard pour la cohérence intellectuelle les moindres de ses états d'âme, de ses humeurs et de ses jugements. Et ce à une échelle géographique inédite, selon une vitesse de propagation difficilement contrôlable. Nous avons eu naguère le loisir d'esquisser ces questions au cours de mon cycle de 2016 intitulé *Réflexion sur la civilisation numérique*⁶.

L'esprit républicain n'est pas resté à l'écart de ce bourdonnement, de ce *buzz* devenu planétaire, où le nécessaire débat sur les valeurs communes, essentiel à la vie démocratique, se trouve débordé par l'émergence d'une nouvelle puissance appelée *opinion publique* qui produit cette pathologie si bien illustrée par le film de Woody Allen, *Zelig*, l'homme-caméléon qui a perdu toute capacité à se faire une opinion et à la soutenir, jusqu'à perdre son identité à force de se rallier à celle d'autrui⁷. Comment Zelig défendrait-il des valeurs ? Le phénomène psychologique n'est pas nouveau, certes, mais l'émergence de la société d'opinion a engendré cette dérive collective qui réside dans l'impuissance à élire et à soutenir durablement des valeurs. Dès les années 70, Pierre Bourdieu avait perçu tout ce que la prolifération des enquêtes et des sondages d'opinion pouvait avoir de compromettant pour

⁵ David Mazella : *The making of modern cynism*. 320 p. University of Virginia Press, 2007.

⁶ Les trois conférences de ce cycle sont consultables et téléchargeables à partir du site du Mémorial de Caen <http://www.memorial-caen.fr/les-evenements/conferences/les-dialogiques-du-memorial-de-caen>

⁷ Woody Allen : *Zelig*. USA, 79 mn, 1983.

l'affirmation des valeurs démocratiques quelque peu réduites au silence⁸ ; quarante ans après, nous sommes en droit de nous inquiéter de ce que la révolution numérique en marche nous fait vivre ce que la psychologie appelle un *désancrage*, autrement dit un abandon des valeurs et des principes (ce qu'on appelle couramment les *repères*) pourtant constitutifs de la vie républicaine. L'esprit républicain est parvenu naguère à sauvegarder et même à opposer ses valeurs aux propagandes fascistes et totalitaires ; le défi présent est, pour l'esprit républicain, de ne pas laisser les valeurs se diluer dans la croissance exponentielle de l'information et de la communication à l'échelle mondiale.

A cet égard, il apparaît qu'il devient de plus en plus difficile d'élire des valeurs qui ne soient pas seulement des opinions de circonstance émises selon le principe de l'agrément personnel ou à l'occasion d'une émotion partagée, mais résultent de jugements construits, partagés et justifiés dans le souci de l'intérêt commun. Ce désancrage, abandon des valeurs et des principes essentiels au maintien d'une humanité fraternelle et solidaire, n'est pas seulement le fait des élites, ainsi que voudraient le faire croire les discours populistes qui développent à peu près tous, selon la formule de Jean-Claude Camus, « *des valeurs fondamentalement inégalitaires, xénophobes et ultranationalistes* »⁹, autrement dit anti-républicaines, que nous devrions plutôt désigner comme des non-valeurs ou même des anti-valeurs. A supposer que la question des valeurs puisse encore préoccuper des masses d'individus essentiellement livrés à ce que la langue québécoise appelle la *surcharge informationnelle* (expression transposée de l'anglais *information overload*), dite plus familièrement *infobésité*,¹⁰ il semble qu'il soit devenu difficile d'ériger en valeur telle ou telle option, d'établir en somme des priorités en matière de bien commun, et ce, en raison de l'état d'esprit qui tend à caractériser *l'individu hypermoderne* (Nicole Aubert¹¹), autrement dit l'individu délesté de la responsabilité à l'égard des valeurs propres à maintenir pour l'humanité un avenir commun.

D'autres facteurs interviennent, qui pour ainsi dire ont contribué à démonétiser les valeurs républicaines qui naguère semblaient aller de soi et paraissent aujourd'hui avoir perdu de leur évidence. Ainsi de tout ce qui a contribué à changer nos modes de vie, marqués, à partir des Trente Glorieuses par l'intensification des transports, l'industrialisation de l'agriculture et les modifications environnementales qui obligent désormais à arbitrer entre impératifs économiques et précautions écologiques. Pensons aussi aux avancées de la procréation, qu'il s'agisse des techniques de contraception ou d'aide à la conception. Autant de transformations sociétales qui n'ont pas manqué de fragiliser les conceptions traditionnelles de la famille, des rapports entre les sexes, de la division du travail, de la nature et de l'importance du loisir. En outre, la multiplication des prises de position individuelles dans l'espace public, si bénéfiques en principe pour la vie démocratique, a rendu plus difficile l'affirmation des références

⁸ Pierre Bourdieu : *L'opinion publique n'existe pas* (1973). Repris dans Questions de sociologie, p. 222-235, éd. De Minuit, 2002.

⁹ Jean-Claude Camus, Le Monde, 24 octobre 2007.

¹⁰ Caroline Sauvajol-Riolland : *Infobésité : comprendre et maîtriser la déferlante d'informations*, Vuibert, 2013, 205 p.

¹¹ Nicole Aubert : *L'individu hypermoderne*. 456 p., Erès/Poche, 2017.

partagées, dans une société où l'affirmation des valeurs devient de moins en moins consensuelle et perd sa stabilité.

Quand nous parlons de la République des Valeurs, plus que jamais le pluriel prime sur le singulier. Mais il nous faut un pluriel qui forme un socle susceptible d'être qualifié de républicain. Il s'agit d'un enjeu politique fondamental, ainsi que le montre les débats au cours desquels tout un chacun parle au nom de « nos » valeurs, laissant entendre que le socle des valeurs demeure le lieu où refonder le politique, entendons par là le vivre-ensemble.

Les valeurs sont-elles de droite ou de gauche ? Il me semble que nous sortons d'une assez longue période au cours de laquelle il était assez courant d'entendre que « les valeurs » (au pluriel) seraient synonymes de « droite » en politique. Cela peut s'expliquer par le fait que depuis les Trente Glorieuses et les transformations sociétales auxquelles elles ont donné lieu, ce sont surtout les partis de droite qui sollicitent, la défense des valeurs, par une sorte de nostalgie d'une République, principalement la IIIe, dont une illusion rétrospective si bien corrigée par Vincent Duclert a tendance à gommer les difficultés, les hontes et les faillites¹² - déchirements de l'Affaire Dreyfus, déchainements nationalistes, tyrannies laïques, répressions du mouvement ouvrier, ambitions colonialistes, compromissions avec le pétainisme, dégradation des mœurs politiques, qui ont tant contribué dès l'après-guerre au discrédit des valeurs. Mais la nostalgie est souvent sélective, et des pensées de droite ont fait leur leitmotiv de la défense républicaine des « valeurs traditionnelles » : famille, nation, religion, autorité. Ce que confirment ces lignes d'Albert Ogien, sociologue : « *La notion de valeur semble toujours liée à celle de tradition. Cela tient sans doute à l'activité déployée par ceux qui, effrayés par le changement social et l'évolution des mentalités, s'attachent à restaurer la force de règles morales dont le pouvoir de contrainte leur paraît s'être affaibli. Pour cette pensée conservatrice, arc-boutée sur la grandeur de l'héritage et la nécessité de le transmettre dans sa pureté rêvée, les valeurs sont les piliers de l'ordre du monde qu'il faut scrupuleusement veiller à respecter...* »¹³.

En réalité, *la République des valeurs* n'a jamais été l'apanage de la droite républicaine. Albert Ogien insiste d'ailleurs sur l'acception « progressiste » de la valeur : émancipation, égalité, humanisme, droits de l'homme, laïcité, République, Raison : « *S'opposant à cette vision passéiste du caractère éternel et immuable des valeurs, les partisans de la modernité se sont résolus à reprendre le mot valeur pour faire entendre, dans le discours public, une voix différente*¹⁴. » La formulation d'Albert Ogien : « *se sont résolus à reprendre le mot valeur* » indique que la référence aux valeurs a bel et bien été, pendant une période, abandonnée par ceux que le sociologue qualifie de « *partisans de la modernité* ». Un abandon ou une démission sur lesquels tout esprit progressiste se doit de revenir aujourd'hui pour sauver la République du désarroi et parfois de la panique qui s'emparent des esprits face aux évolutions engendrées par la mondialisation et les transformations sociétales, et qui, si nous n'y prenons

¹² Vincent Duclert : *La République imaginée. 1870-1914*. 861 p. Belin, 2010.

¹³ Albert Ogien : *Qu'est-ce qui fait la valeur dans notre société ?* in Bertrand Bocquet [dir.] : *La fièvre de l'évaluation*. 194 p. P.U. du Septentrion, 2016.

¹⁴ *Ibid.*

garde, feront le lit des régressions populistes et conservatrices. L'actualité politique, nationale et internationale, se charge presque chaque jour de nous le rappeler.

Mais renouer avec la question des valeurs républicaines n'est pas une affaire simple dans une société de plus en plus habituée à la reconnaissance et au respect des choix individuels. Pourtant il ne faut pas que la démocratie, qui favorise les émancipations individuelles, abandonne l'exigence républicaine du *bien commun*, ne serait-ce que pour se protéger de certains communautarismes fondés sur le principe de l'exclusion. Se pose ainsi le problème du socle des valeurs communes qui ne sont plus des options que chacun peut élire à sa guise, mais découlent de principes qui sont reconnus par tout un chacun et s'imposent de manière inconditionnelle comme constitutive du vivre ensemble. Ce sont ces valeurs qui vont inspirer les normes, les règles et les lois qui ordonnent la vie politique et sociale. Nous pourrions dire que ces valeurs qui s'imposent aux esprits par-delà les options individuelles (ou groupales, si vous m'autorisez ce terme emprunté à la psychanalyse) semblent comporter quelque chose de sacré, si le terme de sacré ne faisait problème, en particulier en régime républicain, par sa relation avec le religieux. Régis Debray s'est naguère débattu comme un diable avec cette question du *sacré* républicain (à propos du voile) sans parvenir, me semble-t-il à en élucider vraiment le sens. Mais du moins amorçait-il cette exigence d'un retour de la République sur la compréhension des valeurs essentielles à la réalisation du bien commun¹⁵. La philosophie nous offre le terme de *transcendance*, pas forcément plus éclairant que celui de *sacré*, mais peut-être moins polémique : les valeurs dites républicaines, ou valeurs communes, sont des valeurs dont la nature échappe (c'est le sens du terme de *transcendance*) à l'arbitraire des choix individuels, et qui conditionnent la vie en commun.

Le problème qui se pose aujourd'hui est ainsi le *relativisme des valeurs* qui se justifieraient dans leur contexte historique et social mais ne pourraient prétendre à l'universalité. On a vu apparaître, par exemple, la formule de *valeurs occidentales*. C'est un problème philosophique (ou métaphysique) : si l'on admet qu'il n'y a pas de valeur en soi, il n'est pas possible non plus de réduire les valeurs à leur contexte historique et social sans leur faire perdre leur valeur d'universalité et sans les mettre en opposition à d'autres systèmes de valeur. C'est ce qui fait le lit du fanatisme : Orient contre Occident, par exemple. Or des valeurs arbitraires, purement conventionnelles, perdent considérablement de leur « valeur » au risque de devenir caduques. Il n'a pas manqué hier, et il ne manque pas aujourd'hui d'idéologues en tous genres pour estimer que les droits de l'homme sont caducs ou que l'égalité hommes-femmes relève d'une simple convention. La difficulté est donc de concilier l'approche historiciste ou relativiste des valeurs avec l'exigence propre à « la Valeur », qui est d'être dotée d'un sens universel, ou du moins d'un coefficient d'universalité.

C'est ainsi que la philosophie a proposé de faire de la valeur, non une réalité, mais une visée, ou une exigence. C'est toute l'importance, notamment, de la philosophie de Max Scheler, qui publie entre 1913 et 1916 un ouvrage, considérable en volume et en importance, intitulé *Le formalisme en éthique et l'éthique matérielle des valeurs : essai nouveau pour*

¹⁵ Régis Debray : *Ce que nous voile le voile. La République et le sacré* (2004). 96 p., Folio, 2006.

*fonder un personnalisme éthique*¹⁶. Ouvrage fondamental qui n'a guère eu le temps de porter ses fruits dans une période – celle des deux guerres mondiales – qui incarnera à jamais le triomphe de la barbarie sur la civilisation, mais qui ne cesse d'inspirer, depuis un siècle, les plus solides réflexions éthiques et politiques, à commencer par l'œuvre d'Emmanuel Levinas...

D'où l'urgence des valeurs partagées, essentielle en démocratie. A un moment donné, il devient impossible de faire l'impasse sur cette question des valeurs partagées. Et c'est toute l'importance de la philosophie dans le débat politique : s'il n'est pas possible de fonder objectivement et même scientifiquement les valeurs, il devient nécessaire de rechercher les règles de la vie commune dans l'accord raisonné entre les humains. Comment les trouver ailleurs que dans une démarche philosophique ? C'est encore une fois ce que montre la philosophie de Max Scheler – on peut s'en rendre compte à travers la présentation qu'en font Gabriel Mahéo et Emmanuel Housset dans un ouvrage tout à fait accessible¹⁷ - il ne s'agit pas de penser les valeurs comme des entités métaphysiques inscrites dans un ciel philosophique éternel, mais de les penser dans le mouvement de l'évolution historique et sociale.

Revenons sur la formule de « valeurs occidentales ». Cette adjectivation n'est pas un hasard, elle s'est imposée à la suite, précisément, de plusieurs évènements qui ont concouru au discrédit de ces valeurs : horreurs engendrées par les deux guerres mondiales, bombes atomiques, décolonisations... D'où le double usage du qualificatif d'*occidentales* appliqué aux valeurs : d'un côté la disqualification par réduction à un espace de conquête et à une idéologie impérialiste, de l'autre réaffirmation nostalgique d'un faisceau de valeurs devenues inopérantes parce que discréditées (à tort ou à raison). Voilà une illustration de ce que la qualification géographique, culturelle, religieuse, politique, communautaire des valeurs peut avoir de contraire à ce qui doit constituer l'horizon de toute valeur, à savoir une orientation vers l'universel.

C'est ce sens que revêt l'adjectif *républicain* associé aux valeurs : il s'agit, conformément à l'étymologie *res publica*, du *bien commun*, que la politique semble avoir aujourd'hui le plus grand mal à prendre en compte, quand elle ne semble pas avoir tout à fait renoncé à s'en préoccuper. D'où l'intitulé de ce cycle consacré à *l'esprit perdu de la république*. Et c'est précisément du côté des valeurs que la question du bien commun a des chances de retrouver sa vigueur. Il s'agit de politique, non pas de ce qu'est devenue la politique (dite politicienne), mais de politique reprise, précisément, dans sa dimension essentielle, celle qui veut le bien commun, ce qui suppose une autre vie, une vie autre que celle qui nous est proposée à l'heure de la mondialisation libérale. C'est précisément le discrédit de la politique qui nous conduit à la réhabiliter en recourant au terme de république, jusqu'à parler d'une *République des valeurs*. Une vie à inventer précisément en raison de la mondialisation et des difficultés qu'elles créent. C'est ce qu'exprime par exemple Alain Badiou, qui écrit que « *La politique*

¹⁶ Max Scheler : *Le formalisme en éthique et l'éthique matérielle des valeurs : essai nouveau pour fonder un personnalisme éthique*, 640 p. Gallimard, 1991.

¹⁷ Gabriel Mahéo et Emmanuel Housset : *Max Scheler. Ethique et phénoménologie*. 263 p. Presses Universitaires de Rennes, 2015.

est la dimension de la vie où un sujet peut produire un rapport universalisable aux autres et naître à lui-même dans ce rapport »¹⁸. La valeur est précisément le lieu où l'individu s'efface pour privilégier le sujet, ou, si vous voulez, *la personne* entendue dans son sens universel (*le sujet* des droits de l'homme).

Que devons, en définitive, entendre par *valeurs* quand il s'agit du champ républicain ? Il ne s'agit pas d'entendre par valeur la performance qui se mesure à l'aune des codes, des palmarès, des récompenses et des statistiques, selon une mesure chiffrée dont le modèle demeure l'économie, qui donne plus que jamais lieu, aujourd'hui, à cette « fièvre d'évaluation » dont Bertrand Bocquet a fait l'intitulé de l'ouvrage collectif cité plus haut¹⁹. Comme l'a si justement fait remarquer Pierre Bourdieu, les Césars, les prix littéraires, les médailles d'or ou d'argent, ainsi que la cohorte des titres et les distinctions qui viennent récompenser ou souligner la « valeur » de tel ou tel individu ou groupe n'ont pas pour fonction de « faire unité », de rapprocher les uns des autres des citoyens dispersés dans le champ social, mais tout au contraire le plus souvent de les distinguer, autrement dit de les séparer des autres en soulignant les différences et en inscrivant ces différences dans des hiérarchies, donc dans des rapports de domination. Pierre Bourdieu a appelé ces rituels des *rites d'institution*²⁰, non pour les condamner, d'autant qu'elles demeurent constitutives de l'organisation des sociétés, mais pour récuser une dérive de l'héritage républicain qui, loin de réaliser le projet démocratique originaire qui est de placer sur un pied d'égalité tous les citoyens dans l'esprit de la Déclaration de 89, travaille à maintenir et à légitimer toutes sortes de discriminations. Nous ne saurions donc entendre par « valeurs » constitutives de l'esprit républicain le *cursus honorum*, la course aux honneurs qui semble être devenue la motivation première de beaucoup de ceux qui s'engage en politique.

Comme le suggérait Raymond Polin dans un ouvrage paru en 1944, déjà mentionné plus haut, et qui demeura longtemps un classique, c'est plutôt en termes d'*attachement* que le terme de valeur prend son sens. Lorsque nous parlons de Bien commun, ou des biens communs, ce qui est le sens premier du mot République, c'est pour désigner notre *attachement* collectif à quelque chose que, en raison de cette mise en valeur qu'est l'attachement, nous appelons un *bien*. Notre imaginaire peut nous faire désirer beaucoup de choses, parmi lesquelles nous élisons comme hautement préférables parce que dotées d'une valeur particulière des réalités matérielles ou morales qui, pour ces raisons, sont appelées des *biens*²¹. Le bien devient alors, selon la définition proposée par Raymond Polin, une « *valeur objectivée* ». Le propre de l'esprit républicain réside donc dans cet attachement en commun à des biens dotés d'un fort coefficient affectif et qui, pour cette raison, deviennent des vecteurs de l'action collective.

¹⁸ Alain Badiou-Marcel Gauchet : *Que faire ? Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie* (2014). Le Forum Folio, 2016.

¹⁹ Bertrand Bocquet [dir.] : *La fièvre de l'évaluation*. 194 p. P.U. du Septentrion, 2016.

²⁰ Pierre Bourdieu : *Les rites d'institution*, in *Ce que parler veut dire, l'économie des échanges linguistiques*, Fayard, 1982, p.121-134.

²¹ Raymond Polin : *La création des valeurs* (1944). E. Vrin, 1977.

Cette remarque a son importance dans la mesure où elle nous invite à ne pas nous contenter de définir des valeurs qui ne seraient pas déterminantes pour nos actions. A cet égard encore, j'ai recours à l'expression *esprit perdu de la République* pour souligner deux dérives de l'esprit républicain. La première résulte du bilan dressé par les historiens au cours de ces dernières décennies sur la période qui se situe entre le moment politique fondateur que fut la Troisième République (en gros, de 1870 à 1914), et la clôture que peut symboliquement représenter la Chute du Mur de Berlin en 1989.

La seconde dérive de l'esprit républicain accompagne la transformation de la vie sociale avec l'avènement de la société de consommation, devenue aussi « société du spectacle » et civilisation numérique, trois aspects en somme de ce qui constitue désormais la mondialisation néolibérale, mondialisation néolibérale dans laquelle les « valeurs républicaines » semblent de peu de poids, quand elles n'ont pas sombré dans l'indifférence.

Le XXI^e siècle sera-t-il en mesure de renouer avec *La république des valeurs* ? C'est à cette question que je tenterai de répondre lors de nos deux prochaines rencontres, celle du 19 avril concernant *Le Féminin au chevet de la République*, celle du 17 mai redoutant que nous ne soyons amenés à vivre *Le crépuscule de la Fraternité...*
